

Une formation supérieure en ingénierie nucléaire ? Non merci !

Jacques FOOS,
Professeur Honoraire au Conservatoire National des Arts et Métiers
(Sciences et Technologies Nucléaires)

Cela fait dix ans que l'AIEA, l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique, tire la sonnette d'alarme, tous pays confondus : le nucléaire va redémarrer, inéluctablement, et on ne forme pas assez d'ingénieurs et de techniciens supérieurs pour satisfaire les besoins futurs. Le futur est devenu présent et la situation est catastrophique : on ne forme pas des ingénieurs en un ou deux ans. Rien que pour la France, le besoin va être de 1 000 ingénieurs dans le domaine nucléaire par an pendant plusieurs années, redémarrage de l'industrie et « Papy Boom » obligent.

Ceci pose le problème de la prospective en terme d'emplois. C'est pourtant une des missions de l'Université. Aussi bien les enseignants que les étudiants donnent l'impression d'être complices dans un système complètement statique et sclérosé : à l'heure où l'on parle d'une réforme des Universités – mais toujours sans sélection à l'entrée, sélection pourtant nécessaire – aucune réforme de fond de l'Education Nationale n'a été possible depuis 40 ans. Les Ministres qui ont laissé un « bon souvenir » sont ceux qui n'ont rien entrepris. Les autres, Alain Devaquet ou Claude Allègre, par exemple, ont été « débarqués ». Ils appartenaient pourtant tous les deux au milieu universitaire et, pour le dernier, était un ami intime du Premier Ministre, Lionel Jospin, qui n'a pourtant pas hésité à s'en séparer. On a longtemps dit que l'Education Nationale était la 2^{ème} entreprise au Monde, après l'Armée Rouge. Cette dernière ayant disparu, ce serait donc aujourd'hui en taille la première entreprise mondiale.

Que penser d'une entreprise, quelle que soit son envergure, qui refuse de se réformer, de s'adapter, alors que la Société autour d'elle s'est transformée de façon drastique et irréversible. Cette année, 498 497 lycéens ont passé le baccalauréat avec plus de 80% de reçus. Les élèves sont-ils aujourd'hui beaucoup plus intelligents qu'hier où la réussite à cette épreuve ne dépassait pas 50% ou bien les systèmes de notation y sont-ils pour quelque chose ?

On peut en effet s'interroger sur ces notations qui permettent un record, cette année, en série S à 20,23/20 ! Le génie probablement exceptionnel du lycéen qui est arrivé à ce résultat n'est pas en cause mais il ne faut pas oublier que, pour atteindre une telle moyenne, il faut friser le 20/20 aussi bien en gymnastique que dans toutes les disciplines littéraires et scientifiques. Arriver à une moyenne de 18/20 serait déjà un exploit ; au-delà, cela ressemble plus à une « souplesse » de notation destinée aux moins bons et dont bénéficient, bien sûr, tous les candidats y compris les génies.

Au niveau le plus élevé de l'Université, on peut peut-être reprocher aux Professeurs de ne pas toujours être sensibles aux débouchés de leurs étudiants. C'est oublier que ces enseignants sont passionnés par leur discipline et que ce serait leur arracher le cœur que de leur proposer de diminuer leur nombre d'étudiants pour cause d'absence de débouchés dans ces cours d'excellence. Les étudiants sont également complices en choisissant des disciplines pour leur plaisir sans privilégier les débouchés possibles. Il existe pourtant aujourd'hui de multiples indicateurs qui permettent de prévoir le marché du travail à 1, 2, 3 ans voire davantage. L'absence de sélection à l'entrée de l'Université (même à l'accueil en Master) interdit tout conseil ou mise en garde sur une pénurie possible d'emplois dans une discipline très pointue donnée. De même, elle ne permet pas de mettre l'accent sur tel ou tel domaine qui, au contraire, va être très demandeur sous peu.

Les écoles d'ingénieurs jouent leur rôle et cela se ressent sur les débouchés de leurs élèves : l'enseignement est plus pratique, plus adapté au monde de l'Industrie et de l'Entreprise. Je dois malheureusement avouer, en qualité de Directeur de Laboratoire de Recherche Appliquée, financé par des contrats industriels, donc avec obligation de résultats, que je n'ai toujours embauché que des ingénieurs. Quand ils étaient docteurs, ils avaient aussi le titre d'ingénieur et c'était pour cette qualité qu'ils intégraient le Laboratoire.

L'absence de sélection à l'entrée de l'Université est basée sur un baccalauréat qui, à l'époque, était sélectif : ce n'était pas un diplôme de fin d'études mais un titre qui donnait, effectivement, accès au monde universitaire. Ceci explique pourquoi ce sont toujours des Maîtres de Conférences ou des Professeurs d'Université qui président les jurys du Baccalauréat. Les quelques 400 000 bacheliers 2007 ont « droit » à une place à l'Université. Pour faire quoi ? Pour quel métier futur ? Pour quel coût, au bout du compte, pour toute la collectivité qui doit financer ce système éducatif.

Je porte peut-être un jugement un peu sévère, mais qui s'appuie sur 40 ans d'expérience dans l'Enseignement Supérieur (15 ans d'Université et 25 ans d'Ecoles d'Ingénieurs) : les étudiants qui ne s'interrogent pas sur les débouchés possibles, en terme d'emplois, de leurs études, doivent être conscients qu'ils suivent, a priori, celles-ci pour leur plaisir. Il y aura peu d'élus ! A l'heure où le gouvernement propose une réforme, ils doivent s'interroger, de façon raisonnée et non passionnée, sur celle-ci car ils sont redevables devant la collectivité (donc nous tous) qui finance.

Il faudra bien en effet, qu'un jour ou l'autre ils soient conscients qu'ils doivent contribuer à la richesse nationale. C'est ce qu'on appelle un retour sur investissement.

(novembre 2007)